

**COUR SUPÉRIEURE**  
(Action collective)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

No : 500-06-001142-211

DATE : 16 juin 2022

---

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE CHRISTIAN IMMER, J.C.S.**

---

**DOMINIQUE LAVOIE**

Demandeur

c.

**WAL-MART CANADA CORP.**

Défenderesse

---

**JUGEMENT SUR LES AVIS CONCERNANT L'AUTORISATION  
D'UNE ACTION COLLECTIVE**

---

- [1] **VU** le jugement du 30 mars 2022, autorisant l'exercice d'une action collective dans le présent dossier<sup>1</sup>;
- [2] **VU** que les parties ont soumis des projets d'avis aux membres du groupe, lesquels sont reproduits en annexe du présent jugement, en anglais et en français;
- [3] **VU** que les avis abrégés et longs respectent les exigences de l'article 579 C.p.c. et qu'ils sont rédigés en termes clairs et concis;

---

<sup>1</sup> *Lavoie c. Wal Mart Canada Corp.*, 2022 QCCS 1060.

- [4] **VU** que les parties proposent que la méthode de diffusion des avis abrégés (contenant un lien vers l'avis long sur le site web des avocats du demandeur) au Groupe Notifié se fasse par courriel par un tiers mandaté par la défenderesse (le « **Tiers Mandaté** ») à la dernière adresse électronique connue des membres du Groupe fournie à Wal-Mart Canada, avec le sujet « Avis d'une action collective - Notice of a Class Action », ainsi que la publication de l'avis long sur le Registre des actions collectives et sur le site Web des avocats du demandeur, LPC Avocat inc. ([WWW.LPCLEX.COM](http://WWW.LPCLEX.COM));
- [5] **VU** que chaque membre du groupe devait disposer d'une adresse électronique valide afin de pouvoir effectuer des transactions sur le site Internet de Wal-Mart Canada;
- [6] **VU** que les parties proposent que les courriels doivent être notifiés par le Tiers Mandaté au plus tard le 15 juillet 2022;
- [7] **VU** que les transactions visées ont eu lieu en avril 2021, et qu'il est donc vraisemblable que les adresses courriels des membres du groupe demeurent en fonction;
- [8] **VU** que le Tribunal est d'accord avec les versions anglaise et française des avis abrégés et longs, ainsi que la méthode de publication et de diffusion suggérée par les parties avec certaines modifications mineures pour en alléger le texte;
- [9] **VU** que les parties proposent que le Tribunal fixe au 2 septembre le délai pour s'exclure de la présente action collective, et que ce délai rencontre les exigences de l'article 576 du *Code de procédure civile*;
- [10] **CONSIDÉRANT** que le Tribunal accepte la position commune des parties selon laquelle la transmission de l'avis par courrier électronique, par le Tiers Mandaté, aura lieu au cours du mois de juillet 2022, et que le délai d'exclusion sera par conséquent le 2 septembre 2022;

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :	FOR THESE REASONS, THE COURT:
[10] <b>APPROUVE</b> le contenu des avis longs et abrégés aux membres du groupe tels qu'annexés au présent jugement, en anglais et en français;	<b>APPROVES</b> the content of the long-form and short-form notices to class members as annexed to the present judgment, in English and in French;
[11] <b>ORDONNE</b> la publication et la diffusion de l'avis d'action collective abrégé (contenant un lien vers l'avis d'action collective détaillé sur la page web de LPC Avocat inc.) annexé au présent jugement, par courriel par un tiers mandaté par la Défenderesse (le Tiers Mandaté) à chaque	<b>ORDERS</b> the publication and dissemination of the short-form notice to class members (containing a hyperlink to the long-form notice to class members on the website of LPC Avocat Inc.) annexed to the present judgment, via email by a third party mandated by the Defendant (the Mandated

<p>personne dans le Groupe Notifié, à la dernière adresse électronique connue des membres de Groupe fournie à Wal-Mart Canada, ayant pour objet « Avis d'une action collective - Notice of a Class Action » au plus tard le 15 juillet 2022, ainsi que la publication continue dudit avis long sur le Registre des actions collectives et sur le site internet des avocats du groupe, LPC Avocat inc. à compter de cette même date;</p>	<p>Third Party) to each person in the Notified Group, at their last known email address provided to Wal-Mart Canada, with the subject line "Avis d'une action collective - Notice of a Class Action" by July 15<sup>th</sup>, 2022, at the latest, as well as the continuous publication of said long-form notice of the Class Action Registry and on the website of the Representative Plaintiff's attorneys, LPC Avocat Inc. as of the same date;</p>
<p><b>[12] ORDONNE</b> que la défenderesse divulgue au Tiers Mandaté la liste des membres du Groupe Notifié que la défenderesse détient, ainsi que la dernière adresse électronique connue des membres, afin de faciliter la distribution des avis approuvés par le Tribunal au Groupe Notifié les informant du jugement d'autorisation.</p>	<p><b>ORDERS</b> that the Defendant disclose to the Mandated Third Party list of Class members that the Defendant holds, as well as their last known email address, in order to facilitate the distribution of Court-approved notices to Class Members advising them of the authorization judgment.</p>
<p><b>[13] ORDONNE</b> au Tiers Mandaté de maintenir la confidentialité des informations fournies conformément au présent jugement et ne pas les partager avec toute autre personne, sauf si cela est strictement nécessaire pour exécuter le plan de notification et/ou faciliter le processus de distribution conformément au présent jugement;</p>	<p><b>ORDERS</b> that the Mandated Third Party shall maintain confidentiality over and shall not share the information provided pursuant to this judgment with any other person, unless doing so is strictly necessary for executing the notice plan and/or facilitating the distribution process in accordance with this judgment;</p>
<p><b>[14] ORDONNE</b> que le Tiers Mandaté utilisera les informations qui lui sont fournies en vertu du présent jugement dans le seul but d'exécuter le plan de notification et de faciliter le processus de distribution conformément au présent jugement, et à aucune autre fin;</p>	<p><b>ORDERS</b> that the Mandated Third Party shall use the information provided to it pursuant to this judgment for the sole purpose of executing the notice plan and facilitating the distribution process in accordance with this judgment, and for no other purpose;</p>
<p><b>[15] ORDONNE ET DÉCLARE</b> que le présent jugement constitue un jugement contraignant la production des informations par la défenderesse au sens des lois applicables en matière de vie privée, et que ce jugement satisfait aux exigences de toutes les lois applicables en matière de la protection de la vie privée;</p>	<p><b>ORDERS AND DECLARES</b> that this judgment constitutes a judgment compelling the production of the information from the Defendant within the meaning of applicable privacy laws, and that this judgment satisfies the requirements of all applicable privacy laws;</p>

<p><b>[16] DÉGAGE</b> la défenderesse de toute obligation en vertu des lois et règlements applicables en matière de protection de la vie privée en ce qui concerne la communication de toute information personnelle et/ou privée au Tiers Mandaté;</p>	<p><b>RELEASES</b> the Defendant from any and all obligations pursuant to applicable privacy laws and regulations in relation to the communication of any personal and/or private information to the Third Party;</p>
<p><b>[17] DÉCLARE</b> que toute personne qui souhaite entreprendre une action ou une procédure contre le Tiers Mandaté ou l'un de ses employés, agents, partenaires, associés, représentants, successeurs ou ayants droit, en lien avec la mise en exécution du présent jugement, ne peut le faire qu'avec l'autorisation de cette Cour;</p>	<p><b>DECLARES</b> that any person who wishes to institute an action against the Mandated Third Party or one of its employees, agents, partners, associates, representatives, successors or beneficiaries concerning the execution of the present judgment, cannot do so unless they have the authorization of this Court;</p>
<p><b>[18] ORDONNE</b> à la défenderesse de fournir au Tribunal dans les 30 jours, suivant l'envoi de l'avis abrégé par courriel, un rapport confirmant la dernière date à laquelle les avis ont été envoyés, le nombre total de personnes à qui les avis ont été envoyés par courriel et, sous pli confidentiel, une liste des courriels envoyés pour lesquels le Tiers Mandaté a reçu un avis que le courriel n'a pas été remis ;</p>	<p><b>ORDERS</b> the Defendant to provide the Court, within 30 days following the dissemination of the short-form notice by email, with a report confirming the last date on which the notices were sent, the total number of persons to whom the notices were emailed as well as a list, under seal, of the emails sent by the Mandated Third Party in relation to which the Mandated Third Party received a notice of non delivery;</p>
<p><b>[19] FIXE</b> la date limite d'exclusion au 2 septembre 2022, date à laquelle les membres du groupe qui n'ont pas exercé leur droit d'exclusion seront réputés avoir choisi de participer à la présente action collective et seront liés par tout jugement qui sera rendu dans la présente action collective;</p>	<p><b>SETS</b> the opt-out deadline on September 2, 2022, on which date the members of the class who have not exercised their right to opt out will be deemed to have elected to participate in the present action and will be bound by any judgment to be rendered in the present class action;</p>
<p><b>[20] ORDONNE</b> que tout membre du groupe qui s'exclut valablement de la présente action collective soit exclu de cette action collective et ne participe plus ou n'ait plus l'occasion de participer à cette action collective dans le futur;</p>	<p><b>ORDERS</b> that any member of the class who validly opts out of the present class action will be excluded from this class action and shall no longer participate or have the opportunity to participate in this class action in the future;</p>

[21] LE TOUT, sans frais de justice.

THE WHOLE, without legal costs.



CHRISTIAN IMMER, j.c.s.

**Me Joey Zukran**  
**Adam Dahan (stagiaire)**  
LPC AVOCAT INC.  
Avocats du demandeur

**Me Christopher Richter**  
**Me Matthew Angelus**  
TORYS  
Avocats de la défenderesse

**[AVIS ABRÉGÉ]**

**Objet** : Avis d'autorisation d'une action collective par la Cour supérieure du Québec

NE RÉPONDEZ PAS - Ceci est un message automatisé.

Nous communiquons avec vous conformément au jugement de la Cour supérieure du Québec, date du 30 mars 2022 (numéro de dossier 500-06-001142-211). Ce jugement a autorisé, une action collective contre la Compagnie Wal-Mart du Canada (« Wal - Mart Canada ») alléguant que Wal-Mart Canada s'est livré à deux pratiques commerciales interdites. Selon ces allégations, Wal-Mart Canada :

- 1) aurait facturé pour des biens ou des services, un prix plus élevé que celui annoncé et;
- 2) aurait annoncé, également, des biens ou des services dont Wal-Mart Canada disposait en quantité insuffisante pour répondre à la demande du public, le tout en violation de la *Loi sur la protection du consommateur* du Québec.

La Cour n'a pris aucune décision concernant le bien-fondé de ces allégations, que Wal-Mart Canada nie.

Vous êtes membre du groupe si :

- 1) vous êtes un consommateur domicilié ou résidant au Québec, qui le 4 ou 5 avril 2021, a passé une commande sur le site internet [www.walmart.ca](http://www.walmart.ca) pour un item affiché au prix de 3,49 \$ et;
- 2) après avoir reçu une confirmation de Wal-Mart Canada au prix initialement annoncé, vous avez vu votre achat annulé par Wal-Mart Canada.

Veillez lire attentivement l'avis d'autorisation d'une action collective disponible [ici](#). L'action collective réclame les réparations suivantes : dommages compensatoires et punitifs.

Vous pouvez vous retirer de l'action collective en envoyant une lettre au greffier de la Cour supérieure du Québec (en mentionnant le numéro de dossier ci-dessus), tel que décrit plus en détail dans l'Avis d'autorisation d'une action collective disponible [ici](#). La date limite pour s'exclure de l'action collective est le 2 SEPTEMBRE 2022.

Merci.

**AVIS D'AUTORISATION D'UNE ACTION  
COLLECTIVE**

**CET AVIS VOUS CONCERNE SI, LE 4 OU 5 AVRIL 2021, VOUS AVEZ PASSÉ UNE COMMANDE POUR UN ARTICLE AFFICHÉ AU PRIX DE 3,49 \$ SUR LE SITE INTERNET WWW.WALMART.CA ALORS QUE VOUS ÉTIEZ DOMICILIÉ OU RÉSIDANT DANS LA PROVINCE DU QUÉBEC, ET QU'APRÈS AVOIR REÇU UNE CONFIRMATION D'ACHAT AU PRIX INITIALEMENT ANNONCÉ, VOTRE ACHAT A ENSUITE ÉTÉ ANNULÉ :**

1. Par jugement en date du 30 mars 2022, dans la cause numéro 500 - 06 - 001142 - 211 de la Cour supérieure du Québec, la Cour a autorisé l'exercice d'une action collective visant à obtenir une indemnisation pour le compte du groupe de personnes suivant :

Tout consommateur domicilié ou résidant au Québec, qui le 4 ou 5 avril 2021, a passé une commande sur le site internet [www.walmart.ca](http://www.walmart.ca) pour un item affiché au prix de 3,49 \$ et qui, après avoir reçu une confirmation de Wal-Mart Canada au prix initialement annoncé, a ensuite vu son achat annulé par Wal-Mart Canada;

ci-après le « **Groupe** ».

2. L'action collective allègue que la Compagnie Wal-Mart du Canada (« Wal - Mart Canada ») s'est livrée à deux pratiques commerciales interdites en facturant, pour des biens ou des services, un prix plus élevé que celui annoncé et en annonçant des biens ou des services dont Wal-Mart Canada disposait en quantité insuffisante pour répondre à la demande du public, le tout en violation de la *Loi sur la protection du consommateur* du Québec (la « LPC »). La Cour n'a pris aucune décision concernant le bien-fondé de ces allégations, que Wal-Mart Canada nie.

3. Les principales questions de fait et de droit à déterminer collectivement par la Cour sont les suivantes :
- a. En annulant les commandes de consommateurs les 4 et 5 avril 2021, Wal-Mart Canada viole-t-elle les articles 16, 231 et 224 c) de la LPC?
  - b. Si oui, les membres du Groupe ont-ils droit à des dommages compensatoires et, le cas échéant, à la hauteur de quel montant?
  - c. Les membres du Groupe ont-ils droit à des dommages punitifs, et si oui, à la hauteur de quel montant?
4. Les conclusions recherchées par rapport à ces questions sont les suivantes :

**ACCUEILLIR** l'action collective contre la défenderesse pour tous les membres du Groupe;

**CONDAMNER** la défenderesse à verser aux membres du Groupe un montant à être déterminé à titre de dommages compensatoire et **ORDONNER** le recouvrement collectif de ceux-ci;

**CONDAMNER** la défenderesse à payer à chaque membre du Groupe la somme de 500 \$ à titre de dommages punitifs et **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces montants;

**CONDAMNER** la défenderesse à verser aux membres du Groupe des intérêts au taux légal plus l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 C.c.Q., à partir de la date du *Application to Authorize the Bringing of a Class Action and to Appoint the Status of Representative Plaintiff*;

**ORDONNER** à la défenderesse de déposer auprès de la Cour le montant intégral des sommes au titre du recouvrement collectif, avec intérêts et frais;

**ORDONNER** que les réclamations des membres soient liquidées au stade collectif si la preuve le permet ou alternativement, par voie de liquidation individuelle;

**LE TOUT** avec frais de justice incluant les frais liés aux avis, les frais de gestion des réclamations, le cas échéant, incluant les frais d'expert requis pour établir les sommes à verser pour les fins du recouvrement collectif;



5. La Cour a désigné, M. Dominique Lavoie, comme demandeur/ représentant des personnes comprises dans le Groupe.
6. L'adresse des avocats du demandeur/ représentant des personnes comprises dans le Groupe est la suivante :

**Me Joey Zukran**  
LPC Avocat inc.  
276, rue Saint-Jacques, bureau 801  
Montréal, Québec, H2Y 1N3  
Tél. : 514-379-1572  
[jzukran@lpclex.com](mailto:jzukran@lpclex.com)
7. Si vous ne faites rien, vous resterez membre du Groupe et serez lié par tout jugement dans cette action. Si vous ne voulez pas participer à l'action collective, vous pouvez vous exclure du Groupe. Vous pouvez souhaiter vous retirer si, par exemple, vous préférez poursuivre votre propre action en justice à vos propres frais contre Wal-Mart Canada.
8. Tout membre du Groupe qui n'a pas demandé à s'exclure de la manière décrite ci-dessous sera lié par le jugement qui sera rendu dans le cadre de l'action collective. Si vous vous excluez, vous n'aurez droit à aucune compensation si un jugement ou un règlement favorable est rendu dans cette action collective.
9. La date après laquelle un membre du Groupe ne peut plus se retirer sans autorisation spéciale est le 2 septembre 2022.
10. Un membre du Groupe qui souhaite s'exclure de l'action collective peut le faire avant l'expiration du délai d'exclusion en avisant par écrit le greffier de la Cour supérieure du Québec dans le district de Montréal, en indiquant le numéro de la Cour 500-06-001142-211 et le nom de la cause (*Lavoie c. Wal-Mart Canada Corp*) :
- Greffier de la Cour supérieure du Québec**  
1, rue Notre-Dame Est  
Montréal, Québec, H2Y 1B6
11. Tout membre du Groupe qui a intenté (avant l'expiration du délai d'exclusion)

une action ayant le même objet que l'action collective est réputé s'être exclu du Groupe s'il ne se désiste pas de cette action en justice avant l'expiration du délai d'exclusion.

12. Un membre du Groupe peut demander à la Cour l'autorisation d'intervenir si cette intervention est considérée comme utile au Groupe. Un membre qui intervient est tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable au procès à la demande de la défenderesse. Un membre du Groupe qui n'intervient pas ne peut être soumis à un interrogatoire préalable au procès, à moins que la Cour ne considère que cela serait utile pour sa détermination des questions de droit ou de fait à traiter collectivement.
13. Un membre du Groupe autre que le demandeur ou un intervenant ne peut être tenu de payer les frais de justice découlant de l'action collective.
14. Cette action collective se déroulera dans le district judiciaire de Montréal.

Le présent avis n'est qu'un résumé du jugement autorisant l'action collective, dont le texte complet peut être consulté [ici](#). Vous pouvez également contacter les avocats du Groupe dont le nom figure ci-dessus. Votre nom et toute information fournie resteront confidentiels. Veuillez ne pas contacter les juges de la Cour supérieure.

**LA DISTRIBUTION DU PRÉSENT AVIS A ÉTÉ  
ORDONNÉE PAR LA COUR  
SUPÉRIEURE DU QUÉBEC.**

**[Short Form Notice]**

**Subject:** Notice of Authorization of a Class Action by the Quebec Superior Court

DO NOT REPLY – This is an automated message.

We are contacting you in accordance with the Quebec Superior Court judgment dated March 30, 2022 (case number 500-06-001142-211) which authorized a class action against Wal-Mart Canada Corp. (“Wal-Mart Canada”) alleging Wal-Mart Canada carried out two prohibited business practices namely:

- 1) it charged for goods or services, a higher price than that advertised;
- 2) it advertised goods or services of which Wal-Mart Canada had an insufficient quantity to meet public demand, both in violation of the Quebec *Consumer Protection Act*.

The Court has made no determination regarding the merits of those allegations, which Wal-Mart Canada denies.

You are a member of the Class if:

- 1) you are a consumer who, on April 4<sup>th</sup> or 5<sup>th</sup>, 2021, placed an order for an item priced at \$3.49 on the [www.walmart.ca](http://www.walmart.ca) website and;
- 2) after receiving a purchase confirmation from Wal-Mart Canada at the price initially advertised, subsequently you had your purchase cancelled by Wal-Mart Canada.

Please read carefully the Notice of Authorization of a Class Action available [here](#). The class action claims the following remedies: compensatory and punitive damages.

You may opt out of the Class by sending a letter to the Clerk of the Superior Court of Quebec (mentioning the case number above), as described in more detail in the Notice of Authorization of a Class Action available [here](#). The deadline to opt out of the Class is SEPTEMBER 2, 2022.

Thank you.

**[LONG FORM NOTICE]**

**NOTICE OF AUTHORIZATION OF A CLASS  
ACTION**

**THIS NOTICE CONCERNS YOU IF, ON APRIL 4<sup>th</sup> OR 5<sup>th</sup>, 2021, YOU PLACED AN ORDER FOR AN ITEM PRICED AT \$3.49 ON WWW.WALMART.CA WHILE YOU WERE DOMICILED OR RESIDING IN THE PROVINCE OF QUEBEC, AND AFTER RECEIVING A PURCHASE CONFIRMATION AT THE PRICE INITIALLY ADVERTISED SUBSEQUENTLY HAD YOUR PURCHASE CANCELLED:**

1. By judgment dated March 30<sup>th</sup>, 2022, in case number 500-06-001142-211 of the Superior Court of Quebec, the Court authorized the bringing of a class action seeking compensation on behalf of the following class of persons:

All consumers domiciled or residing in Quebec who, on April 4<sup>th</sup> or 5<sup>th</sup>, 2021, placed an order for an item priced at \$3.49 on the www.walmart.ca website and who, after receiving a purchase confirmation from Wal-Mart Canada at the price initially advertised, subsequently had their purchase cancelled by Wal-Mart Canada;

Hereinafter referred to as the “**Class.**”

2. The class action alleges that Wal-Mart Canada Corp. (“Wal-Mart Canada”) carried out two prohibited business practices by charging, for goods or services, a higher price than that advertised and by advertising goods or services of which Wal-Mart Canada had an insufficient quantity to meet public demand in violation of the Quebec *Consumer Protection Act* (the “CPA”). The Court have made no determination regarding the merits of those allegations, which Wal-Mart Canada denies.

3. The principal questions of fact and law to be determined collectively by the Court are the following:

- a. By cancelling consumers' orders on April 4th and 5th, 2021, did Wal-Mart Canada violate s. 16, 231 and 224c) CPA?
- b. If so, are Class members entitled to compensation and in what amount?
- c. Are the Class members entitled to punitive damages and, if so, in what amount?

4. The conclusions sought in relation to these questions are the following:

**GRANT** the Plaintiff's action against Defendant for all class members;

**CONDEMN** the Defendant to pay for the members of the Class an amount to be determined in compensatory damages, and **ORDER** collective recovery of these sums;

**CONDEMN** the Defendant to pay for the members of the Class \$500 each in punitive damages, and **ORDER** collective recovery of these sums;

**CONDEMN** the Defendant to pay interest at the legal rate and the additional indemnity provided for in art. 1619 C.C.Q. on the above sums from the date of service of the Application to Authorize the Bringing of a Class Action and to Appoint the Status of Representative Plaintiff;

**ORDER** the Defendant to deposit in the office of this Court the totality of the sums which forms part of the collective recovery, with interest and costs;

**ORDER** that the claims of individual Class members be the object of a collective liquidation if the proof permits and alternately, by individual liquidation;

**CONDEMN** the Defendant to bear the costs of the present action including the cost of notices, the cost of management of claims and the costs of experts, if any, including the costs of experts required to establish the amount of the collective recovery orders;

5. The Court appointed Mr. Dominique Lavoie as the Representative Plaintiff.
6. The address of the attorney of the Representative Plaintiff is:

**Mr. Joey Zukran**  
LPC Avocat Inc.  
276 Saint Jacques St., Suite 801  
Montreal, Quebec, H2Y 1N3  
Tel.: 514-379-1572  
[jzukran@lpclex.com](mailto:jzukran@lpclex.com)

7. If you do nothing, you will remain a member of the Class and will be bound by any judgment in this action. If you do not want to participate in the class action, you can opt out of the Class. You may wish to opt out if, for example, you prefer to pursue your own legal action at your own expense against Wal-Mart Canada.
8. Any Class member who has not requested to opt out in the manner set out below will be bound by the judgment to be rendered in the class action. If you opt out, you will not be entitled to any compensation if a favourable judgment or settlement is reached in this class action.
9. The date after which a Class member may no longer opt out without special permission is September 2, 2022.
10. A Class member who wishes to opt out of the class action may do so before the expiration of the deadline to opt out by advising the Clerk of the Superior Court of Quebec in the District of Montreal in writing, indicating the court number 500- 06- 001142-211 and case name (*Lavoie v. Wal-Mart Canada Corp*) :

**Clerk of the Superior Court of Quebec**  
1 Notre-Dame Street East  
Montreal, Quebec, H2Y 1B6

11. Any Class member who has brought (prior to the expiration of the deadline to opt out) an action having the same subject matter as the class action is deemed to have opted out of the Class if he or she does not discontinue that court action before the expiration of the deadline to opt out.

12. A member of the Class may seek authorization from the Court to intervene if the intervention is considered helpful to the Class. A Class member who intervenes is required to submit to a pre-trial examination at the request of the Defendant. A Class member who does not intervene may not be subject to a pre-trial examination unless the Court considers that it would be useful for its determination of the issues of law or fact to be dealt with collectively.
13. A member of the Class, other than the Representative or an Intervenor may not be required to pay the legal costs arising from the class action.
14. This class action will proceed in the Judicial District of Montreal.

This notice is only a summary of the judgment authorizing the class action, the complete text of which may be found on the website [here](#). You may also contact class counsel listed above. Your name and, any information provided, will be kept confidential. Please do not contact the Judges of the Superior Court.

**DISTRIBUTION OF THIS NOTICE HAS BEEN ORDERED BY  
THE SUPERIOR COURT OF QUEBEC.**